

## Table des matières

1	Voies sur berge à Paris : mobilisation contre la réouverture à la circulation .....	1
2	Quelles nouvelles taxes pour financer le Grand Paris Express ?.....	3
3	VIDÉO. Jean-Charles Simon, candidat à la présidence du Medef veut faire sauter "les verrous normatifs" .....	4
4	Ce que les patrons de France attendent du prochain président du Medef .....	5
5	Seuils fiscaux : la proposition du Medef à Le Maire .....	6
6	La croissance française en hausse, à 2 %, en 2017.....	7
7	Les dix chiffres clés de l'économie française .....	8
8	Tabac, gaz, Airbnb, Crit'Air... Ce qui change à partir du 1er mars .....	10
9	Édouard Philippe en première ligne face aux agriculteurs .....	11
10	Système U prêt à s'associer avec Amazon en France .....	12
11	Les banques françaises commencent à tirer les fruits de la reprise économique .....	14
12	Disney investit deux milliards d'euros pour agrandir Disneyland Paris .....	15
13	Macron à l'épreuve de la montée des tensions sociales .....	17
14	Grève à la SNCF : pas avant le 22 mars .....	18
15	Menace sur les 1.000 emplois de l'usine Ford de Blanquefort .....	19
16	Sur la Syrie, la France cherche un «terrain d'entente» avec la Russie .....	20
17	Elections italiennes : les trois coalitions en lice font campagne mais évitent l'affrontement .....	22
18	Grèce : Tsipras forcé de remanier son gouvernement .....	24
19	Le nouveau patron de la Fed évoque le risque de « surchauffe » de l'économie américaine .....	25

### III ILE-DE-FRANCE

#### LE PARISIEN – 28/02/2018

#### 1 Voies sur berge à Paris : mobilisation contre la réouverture à la circulation



A Paris, la contre-attaque des piétons contre la réouverture des voies sur berge se prépare. Jeudi dernier, ils étaient quelques dizaines, membres d'associations, à se rassembler au niveau du pont d'Arcole, pour défendre la voie Georges-Pompidou, piétonne.

### **Pétition, appel à manifester le 10 mars... : les associations se mobilisent pour « éviter le retour des voitures sur les voies sur berge ». Ce mardi, une pétition a réuni plus de 8 000 signatures.**

En trois jours, 8 640 personnes ont déjà signé la pétition « Laissez-nous les berges ! », rédigée en réaction à la décision du tribunal administratif de Paris d'annuler la piétonnisation de la voie Georges-Pompidou.

Mis en ligne samedi soir [sur le site change.org](http://sur.le.site.change.org), ce texte, écrit par l'association Respire fondée en 2011 par de jeunes cyclistes, s'autorise quelques envolées lyriques : « Les quais de Seine ont été transformés en parc. Il faut planter des fleurs et des arbres ; semer des projets, des espoirs et des rêves sur ce site magnifique. Et non les écraser sous les roues des voitures ». Avant de porter l'estocade contre « le monde d'hier, cette vieille idéologie racornie qui défigurait les centres-villes avec des autoroutes et voulait recouvrir la nature de béton ». Tout en précisant n'être ni élu ni membre d'un parti politique, Olivier Blond, de l'association Respire, explique : « Nous ne voulons surtout pas faire de politique mais juste pouvoir respirer ».

Outre cette pétition, une dizaine d'associations (de Mieux se déplacer à bicyclette à l'association des usagers des transports d'Ile-de-France en passant par Paris sans voiture) appellent à « manifester de manière joyeuse et positive » [samedi 10 mars à 15 heures](#) sur les quais en contrebas de l'Hôtel de Ville. « Le message, c'est qu'il faut absolument éviter le retour des voitures sur la voie Pompidou », déclare Thomas Kerting, membre fondateur du collectif Airpublica. Même le groupement des établissements culturels des berges de Seine (bars, clubs...) y va de sa « tribune contre la réouverture des berges à la circulation ».

Cette mobilisation citoyenne tombe à point nommé pour la ville de Paris dont la piétonnisation des voies sur berge est une mesure phare pour lutter contre la pollution, et qui [ne cache pas compter sur le soutien des Parisiens](#). Adjoint chargé des transports et de la voirie, Christophe Najdovski (EELV) n'en disconvient pas : « C'est un appel citoyen et associatif. Nous faisons confiance aux Parisiens pour se mobiliser le 10 mars et pas seulement ». En attendant, le site de la Ville ([paris.fr](http://paris.fr)) affiche la couleur sans détour avec ce titre en une : « Désintox sur les rives de Seine, on vous dit tout ». Le tout assorti de photos des berges « avant/après », autrement dit avec ou sans voitures, et d'une large communication sur les réseaux sociaux en faveur du parc Rives de Seine...

Une semaine après le jugement du tribunal, l'eau s'est retirée de la voie Georges-Pompidou mais... les voitures n'ont pas fait leur réapparition pour autant ! « Les quais sont impraticables, il faut les nettoyer », glisse-t-on à l'Hôtel de ville. Au-delà de la mobilisation, c'est sur le terrain juridique que la bataille va se jouer, Anne Hidalgo ayant annoncé dès mercredi sa décision de faire appel et de demander un sursis à exécution.

« Les appels seront déposés dans les prochains jours », affirme Christophe Najdovski. Et de poursuivre : « Nous travaillons à un nouvel arrêté et à sa sécurisation juridique. Nous examinons toutes les voies juridiques possibles permettant d'éviter le retour des voitures sur les berges qui entraînerait la transformation d'un parc urbain en autoroute en plein cœur de Paris ».

**Philippe Baverel**

**LE PARISIEN – 28/02/2018**

## **2 Quelles nouvelles taxes pour financer le Grand Paris Express ?**



Expert des finances publics, Gilles Carrez, élu du Val-de-Marne, voudrait notamment affecter une partie de la taxe de séjour au financement du Grand Paris Express.

**La facture du supermétro est passée de 25 à 38 milliards. Le député LR Gilles Carrez, chargé par le gouvernement de trouver de nouvelles sources de financement, nous donne quelques pistes.**

Pour faire face aux surcoûts du Grand Paris Express, dont la facture est passée de 25 milliards à 38 milliards d'euros, il est indispensable de trouver de nouvelles sources de financement. Actuellement, le financement de cet immense chantier repose sur des recettes fiscales qui rapportent 500 M€ par an.

Selon le député du Val-de-Marne, Gilles Carrez (LR), qui a été chargé par le gouvernement de trouver de nouvelles ressources, il faudrait dégager 250 M€ de plus par an pour être en mesure de financer l'ensemble du projet. S'il ne rendra le résultat de ses travaux que cet été, il nous présente ici les principales pistes envisagées.

### **Augmenter les taxes «Grand Paris » existantes.**

Avec 320 M€ de recettes par an, c'est la taxe sur la création de bureaux qui rapporte actuellement le plus. «Nous discuterons bien entendu avec les professionnels de l'immobilier mais je crois que nous avons de la marge, en particulier en zone dense. La valorisation foncière a été extrêmement forte ces dernières années, notamment à Paris et dans les Hauts-de-Seine. Il me semble normal qu'une partie des plus-values réalisées reviennent à la collectivité, d'autant qu'une partie de cette plus-value est liée à la qualité du réseau de transports, qui est avant tout au service des déplacements domicile-travail, et donc de l'économie ».

La taxe spéciale d'équipement, qui est elle indexée sur les valeurs locatives et réglée via les taxes foncières et d'habitation, rapporte 117 M€. «Ce montant est fixé par la loi de finances, puis ensuite réparti sur l'ensemble des contribuables. Or, ce montant de 117 M€ est le même depuis 2011. Depuis, avec l'augmentation de la population, le montant de cette taxe a en fait baissé pour chaque contribuable. Il me semble donc, même si je sais que cette décision ne fera pas l'unanimité, qu'on pourrait au moins l'actualiser, autour d'un montant de 150 M€ ».

### **Faire payer les touristes via la taxe de séjour.**

L'idée avait déjà été portée en 2014 pour aider la région Ile-de-France à financer la régénération des transports en commun, avant d'être balayée par Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères. Elle est aujourd'hui défendue par Valérie Pécresse, présidente de la région, mais aussi Gilles Carrez, qui part de l'idée que les touristes «profitent du réseau de transports en commun francilien, dont ils paient l'usage sans contribuer à son financement ».

«Cette taxe a rapporté 100 M€ en Ile-de-France en 2016 mais elle rapportera plus à partir de 2019, puisqu'elle sera également prélevée sur les locations de type Airbnb». Il estime qu'un «petit coup de pouce », de l'ordre de 30 M€, serait souhaitable.

### **Instaurer une taxe poids lourds régionale.**

«Si une taxe sur les poids lourds en transit au niveau régional était instituée, il serait légitime qu'une partie de son produit soit affectée à la Société du Grand Paris ». L'écotaxe, abandonnée en 2013 sous la pression des bonnets rouges, aurait du rapporter 150 M€ par an en Ile-de-France.

### **C'est non pour l'idée de créer un péage urbain.**

Cette idée est défendue par la maire du IXe arrondissement, Delphine Bürkli, qui en a fait part au Premier ministre, Edouard Philippe, ainsi qu'à Gilles Carrez. Ce dernier est «totalement contre, au moins à court terme. Avec une telle mesure, les banlieusards ne pourront plus accéder à Paris car pour l'heure, ils ne bénéficient pas d'un réseau de transports digne de ce nom vers lequel se reporter. Un tel péage pourrait être envisagé plus tard, lorsque l'essentiel du Grand Paris Express sera réalisé. Et donc par définition, cette idée ne peut pas être retenue pour financer le Grand Paris Express.

**Grégory Plesse**

**::: MEDEF**

**FRANCEINFO – 28/02/2018**

### **3 VIDÉO. Jean-Charles Simon, candidat à la présidence du Medef veut faire sauter "les verrous normatifs"**



**Invité de :l'éco, le candidat à la présidence du Medef a réagi aux annonces du gouvernement sur la SNCF et a présenté son programme.**

La réforme de la SNCF : casse du service public ? Jean-Charles Simon n'est pas de cet avis. "Certains services doivent rester publics, comme la gestion d'un réseau d'infrastructure. Mais pour ce qui est d'un opérateur du chemin de fer, je pense qu'il faut privatiser. La SNCF est dans une situation calamiteuse en qualité, en prix et en coût pour la collectivité."

Le candidat à la présidence du Medef s'est ensuite prêté à la question qui fâche : "Dégradation des conditions de travail, burnouts, écarts de richesses de plus en plus grands ... Et vous posez la question de savoir s'il faut encore un droit du travail.

Jean-Charles Simon, vous êtes chef d'entreprise. Vos salariés, que pensent-ils de votre programme ultra libéral ?" Pour Jean-Charles Simon, son programme "n'est pas ultra libéral". "Je propose de changer la situation française bloquée par des verrous normatifs."

Enfin il a également répondu à la question de l'Agence France Presse : "Le déficit commercial français est le point noir de l'économie. Est-ce que la qualité des produits est en cause ?" Selon celui qui se rêve président du Medef, "c'est la capacité de monter en gamme qui est en cause. L'activité qualifiée est pénalisée en France par les cotisations sociales patronales. Cela rend les choses très difficiles d'investir et cela explique la situation française aujourd'hui."

**REPLAY :** [https://www.francetvinfo.fr/economie/greve/greve-des-transport/video-jean-charles-simon-candidat-a-la-presidence-du-medef-veut-faire-sauter-les-verrous-normatifs\\_2631390.html](https://www.francetvinfo.fr/economie/greve/greve-des-transport/video-jean-charles-simon-candidat-a-la-presidence-du-medef-veut-faire-sauter-les-verrous-normatifs_2631390.html)

## L'OPINION – 28/02/2018

### 4 Ce que les patrons de France attendent du prochain président du Medef



#### **Le président du Medef Alsace rejoint à son tour la course pour la présidence du Medef devenant le troisième président de territoire à participer à cette compétition**

De façon très révélatrice, la France sait combien elle compte d'entreprises, mais elle ignore combien elle compte d'entrepreneurs. Entre les autoentrepreneurs, les micro-entrepreneurs, les travailleurs indépendants, les dirigeants de sociétés par actions dotées ou non d'un contrat de travail, la notion d'entrepreneur est éclatée et statistiquement invisible. Tout est dit ici sur le désamour des institutions pour une espèce économique à part, malgré [le discours officiel sur le « made in France »](#). On comprend pourquoi il devient urgent de redonner de la fierté au peuple des patrons. Ce sera sans doute la première priorité du prochain président du Medef.

**Pour un pacte de stabilité réglementaire avec l'Etat :** Mais un autre défi s'imposera à lui. La lutte contre la surréglementation dont raffolent les administrations publiques. On ne mesure pas assez [le prix de l'instabilité réglementaire régnante](#). Elle explique largement la faiblesse des entreprises françaises à l'exportation. Pour exporter, il faut un travail de longue haleine. Un travail de fourmi, peu visible et impossible à résumer en quelques grandes mesures chocs. Dans un pays où les règles changent tout le temps, ce travail est extrêmement difficile. Faute d'une stabilité réglementaire, on ne s'étonnera donc pas de voir la balance commerciale française en déficit et la balance commerciale allemande, pays de stabilité, largement excédentaire. Pour les entreprises françaises, il est vital que les règles se stabilisent. Il est temps d'élire un président du Medef qui négociera, à chaque nouvelle majorité, un contrat de stabilité avec le gouvernement. Ce pacte énumérera les règles et textes juridiques qui ne doivent pas changer au cours du mandat.

**Renforcer l'engagement européen :** Impossible bien entendu d'évoquer la stabilité réglementaire sans parler de normes bruxelloises dont le poids est devenu crucial dans l'activité quotidienne des chefs d'entreprise. La France tarde souvent à le comprendre. Il est impératif que le Medef intervienne très en amont de ces règles pour protéger les entreprises françaises. Donner un poids européen au Medef sera probablement l'une des principales occupations de son prochain président. Cette ambition doit être portée dès le début de son mandat. Mais en soi, elle ne sera pas efficace si elle ne s'accompagne pas d'une stratégie bilatérale très serrée avec les grands pays de l'Union et avec les alliés de la France. Sur ce point, [il faut passer à l'offensive, et notamment négocier avec le patronat allemand \(BDI\) des accords d'harmonisation ou de convergence](#) chaque fois que cela est possible. Il faut le faire sans attendre l'intervention de l'État.

**Vers un Medef d'influence plutôt qu'un Medef de gestion :** A l'instar du BDI allemand, l'influence économique et singulièrement l'influence auprès du gouvernement doit devenir une préoccupation essentielle de l'appareil Medef. Au moment où les ordonnances sur le Code du travail déconcentrent vers les entreprises une grande partie du pouvoir d'élaboration des normes sociales, le Medef doit amplifier ce mouvement et prendre rapidement acte du [caractère désuet des grandes négociations interprofessionnelles et du paritarisme de gestion](#).

Sur tous ces points, très attendus du peuple des patrons, il ne faudra pas être déceptif.

**Olivier Klotz, Président du MEDEF Alsace**

## **::: ECONOMIE**

**LES ECHOS – 28/02/2018**

### **5 Seuils fiscaux : la proposition du Medef à Le Maire**



**Bercy étudie la proposition du Medef consistant à alléger le versement transport pour les entreprises lorsqu'elles franchissent un seuil de salariés.**

L'élaboration de la loi Pacte (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) entre dans sa dernière ligne droite. Alors que le texte est attendu en Conseil des ministres le 18 avril, Bruno Le Maire a entamé, ce mardi, [une ultime série de consultations auprès des partenaires sociaux](#). Syndicats et organisations patronales se succèdent cette semaine à Bercy pour évoquer la large palette de sujets abordés dans ce projet de loi, de l'objet social de l'entreprise à la transmission, en passant par la participation et l'intéressement.

Dans le catalogue de mesures, Bercy étudie avec attention une proposition du Medef concernant les seuils fiscaux. Il s'agirait d'alléger le versement transport pour les entreprises qui franchissent le seuil d'assujettissement (11 salariés). Pour une entreprise passant par exemple à 12 salariés, le versement s'appliquerait uniquement sur un salarié, et non sur 12 salariés.

#### **Mesure coûteuse**

Une telle mesure a un coût, ce qui fait qu'elle n'a pas encore été arbitrée. « *Si on doit faire les choses à coût constant, il y a des choix à faire* », indique-t-on à Bercy, où l'on [envisage de rogner à hauteur de 2 à 3 milliards d'euros](#) sur les 140 milliards d'aides accordées aux entreprises, afin de financer des mesures nouvelles. En 2016, le seuil d'assujettissement au versement transport avait été relevé de 10 à 11 salariés. Une mesure dont le coût avait été évalué à 100 millions d'euros. « *Cela ne coûtera rien à l'Etat si plus d'entreprises augmentent leurs effectifs* », défend Pierre Gattaz.

Ces consultations ont également été l'occasion d'aborder l'évolution de l'objet social de l'entreprise. Défendu par les syndicats, ce projet suscite les craintes du patronat qui y voit une source possible de contentieux si toutes les parties prenantes (actionnaires, salariés, clients, fournisseurs) sont placées sur un même plan. « *Beaucoup d'autres outils permettent de créer du lien avec l'entreprise* », soulignent les représentants du Meti (Mouvement des entreprises de taille intermédiaires), citant la participation ou les fondations. La simplification de la formule de calcul pour la participation et l'intéressement est toujours à l'étude, de même qu'une diminution du forfait social pour les PME.

**Ingrid Feuerstein**

## 6 La croissance française en hausse, à 2 %, en 2017



Une deuxième estimation de l'Insee évoque une croissance du PIB de 2 % en 2017

**Une deuxième estimation de l'Insee sur l'année 2017 évoque une croissance du PIB de 2 %, supérieure à 2016. Les prix à la consommation ont augmenté de 1,2 %.**

Croissance, prix de la consommation ou permis de construire, l'Insee a publié ce mercredi une série de chiffres telle une photographie de la [France](#) en 2017. L'un des principaux enseignements est la croissance du PIB plus importante que prévu.

- **Une croissance du PIB de 2 %**

La croissance du produit intérieur brut (PIB) a atteint 2 % en France en 2017, soit 0,1 point de plus que ce qui avait été préalablement annoncé, selon une deuxième estimation publiée par l'Insee ce mercredi 28 février. Ce résultat s'explique par une croissance plus dynamique que prévu au premier trimestre, où le produit intérieur brut a augmenté de 0,7 %, au lieu de 0,6 %, a précisé l'organisme public. L'estimation pour les trois autres trimestres reste quant à elle inchangée.

Cette croissance annuelle est de loin supérieure à celle de 2016, où la hausse du PIB avait plafonné à 1,1 %. Elle reste toutefois inférieure à celle de la zone euro, qui a connu en 2017 une croissance de 2,5 %, selon l'Office européen de statistiques Eurostat. Ces résultats sont une bonne nouvelle pour le gouvernement, qui avait pronostiqué dans sa dernière loi de finances une hausse de l'activité de 1,7 %, en hausse de 0,2 point par rapport à son hypothèse initiale. Le ministre de l'Économie [Bruno Le Maire](#) avait toutefois laissé entendre début janvier que le résultat pourrait être supérieur aux attentes et « approcher les 2 % », estimant que la France avait retrouvé « des couleurs économiques ».

### Accélération de l'investissement

Selon l'Insee, ce chiffre de 2 % a finalement été atteint, à la faveur notamment d'une accélération de l'investissement, tant du côté des entreprises (+ 4,4 % après + 3,4 % en 2016) que des ménages (+ 5,4 % après + 2,4 %). La production a quant à elle accéléré (+ 2,4 % après + 0,9 %), notamment dans l'industrie manufacturière (+ 2 % après + 0,8 %) et le secteur agricole (+ 2,4 % après - 5,6 %), confronté en 2016 à des conditions climatiques défavorables. Cette dynamique a permis une bonne tenue des exportations, en hausse de 3,3 %. Le solde commercial français a quant à lui continué de peser sur l'activité, mais moins qu'en 2016 (- 0,3 point de PIB contre 0,8 point). Selon l'Insee, la bonne dynamique enregistrée en 2017 devrait par ailleurs se poursuivre en 2018. L'institut de statistique prévoit ainsi une croissance de 0,5 % puis de 0,4 % aux premier et deuxième trimestres, grâce notamment à la bonne tenue des exportations.

Pour l'ensemble de 2018, l'organisme public n'a pas encore publié de prévision. Mais selon l'OCDE, la croissance devrait rester cette année à un niveau similaire, soit 1,8 %, [le FMI](#) pariant de son côté sur 1,9 %. Dans son projet de budget, le gouvernement a tablé pour sa part sur une hausse du PIB de 1,7 %, sans écarter toutefois une éventuelle bonne surprise.

- **Augmentation de 1,2 % des prix à la consommation**

Les prix à la consommation ont augmenté de 1,2 % en février sur un an, l'inflation revenant à son niveau de décembre après une accélération en janvier, a indiqué ce mercredi 28 février l'Insee dans ses estimations provisoires. La baisse du taux est due à « un ralentissement des prix des services, de l'alimentation et [du tabac](#) », tandis que les prix des produits manufacturés ont connu une « légère hausse » et que les prix de l'énergie ont progressé « au même rythme que le mois précédent ».

Sur un mois, les prix à la consommation restaient stables, après une baisse de 0,1 % en janvier. La stabilité en février est due au repli des prix de l'alimentation, des produits manufacturés et des services. Les prix énergétiques sont restés stables sur un mois, « la baisse des prix des produits pétroliers étant compensée par la hausse de ceux du gaz et de l'électricité », explique l'Insee.

L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), utilisé pour les comparaisons au sein de l'Union européenne, a augmenté de 1,3 % sur un an, une hausse moins soutenue qu'en janvier (+ 1,5 %), mais en accélération par rapport à décembre (+ 1,2 %). Sur un mois, l'IPCH « serait stable après un repli de 0,1 % en janvier », ajoute l'Insee.

- **Baisse de 0,4 % pour les permis de construire**

Les mises en chantier de logements neufs ont progressé de 6,5 % de novembre à janvier en France, comparé aux mêmes mois de 2016, tandis que les permis de construire s'effritaient de 0,4 %, a annoncé ce mercredi 28 février le ministère de la Cohésion des territoires.

Sur ces trois mois, les mises en chantier se sont élevées à 119 000, tandis que 118 000 permis de construire étaient délivrés, a précisé le ministère dans un communiqué.

## LE FIGARO – 28/02/2018

### 7 Les dix chiffres clés de l'économie française



**Emploi, revenus, équipement, logement, loisirs... l'Insee dresse chaque année le tableau des évolutions du pays.**

Chaque année, l'Insee publie ses «Tableaux de l'économie française» qui dessinent, à coup de chiffres clés, un panorama des évolutions de l'Hexagone. Parmi cette mine d'informations, *Le Figaro* a sélectionné une dizaine de données, qui datent majoritairement de 2016, particulièrement évocatrices de la France d'aujourd'hui.

- **76% de personnes dans le tertiaire**

Plus des [trois quarts des personnes occupant un emploi en France travaillent dans le secteur tertiaire](#): commerce (13 % des emplois), administration publique (9 %), enseignement (8 %)... Cette proportion ne cesse de progresser au détriment de l'industrie (13,6 % des emplois) et de l'agriculture (2,8 %). Le déséquilibre est encore plus flagrant pour les femmes, qui sont à 88 % employées dans le tertiaire, avec une forte prépondérance dans les métiers de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale. La France figure ainsi parmi les pays où le poids du secteur tertiaire est le plus élevé en Europe.

- **21% travaillent fréquemment le dimanche**

Plus d'une personne en emploi sur cinq travaille au moins un dimanche par mois. C'est le cas de 19 % des salariés et de 37 % des non-salariés. Malgré les assouplissements législatifs ([la loi Macron](#) a été votée en août 2015), la proportion est restée stable depuis deux ans.

- **80 % des Français sont équipés en téléphone fixe, portable et connexion Internet**

Internet est désormais une facilité très répandue: 82 % de la population est équipée et même 95 % des 25-39 ans. Le taux d'équipement a très rapidement grimpé. En 2014, il atteignait 77 %.

- **354.000 visiteurs par an à la Comédie-Française, le premier théâtre public après l'Opéra de Paris**

La fréquentation de la [Comédie-Française](#) pour la saison 2015-2016 est en forte hausse, dépassant les 350.000. Elle n'était que de 265.000 dix ans plus tôt. Autre monument culturel français, le Louvre a connu une augmentation d'un million de son nombre d'entrées entre 2010 et 2016 pour atteindre 7 millions. Les dépenses des ménages liées à la culture et au sport ont globalement progressé de 3 % entre 2015 et 2016.

- **199 milliards d'euros dépensés pour la santé**

Cette somme représente 8,9 % du produit intérieur brut (PIB), soit un niveau similaire à ceux des années précédentes (8,3 % en 2007), pour une dépense moyenne de 2 975 euros par habitant. La Sécurité sociale finance 77 % des soins. La part prise en charge par les particuliers tend à se réduire. Le reste à charge des ménages en santé, qui atteignait 9,3 % en 2011, a ainsi diminué pour s'élever à 8,3 % en 2016.

- **37 % détiennent plusieurs voitures**

Cette proportion a fortement crû entre 1990 et 2010. Malgré le développement des services de prêts et de location, la part des Français qui possèdent plusieurs voitures continue de gagner du terrain, mais beaucoup plus lentement. Presque tous les ménages habitant les zones rurales ou les zones périurbaines ont un véhicule. En région parisienne, 60 % sont motorisés et environ 80 % dans les autres agglomérations françaises. Au total, près de 85 % des ménages sont équipés d'une voiture en 2016, versus 84 % un an plus tôt.

- **554.000 créations d'entreprises**

En 2016, le nombre de créations d'entreprises a encore augmenté de 6 % en un an. Le secteur «transports et entreposage» contribue pour près de la moitié à cette forte hausse. Cet envol s'explique par le succès des activités de poste et de courrier, incluant la livraison à domicile et, bien sûr, le transport de voyageurs dont les fameuses voitures de transport avec chauffeur (VTC). Les trois quarts des créations dans ce secteur se situent en Île-de-France.

- **790.000 personnes travaillent dans des entreprises publiques**

Les plus grands employeurs publics restent la SNCF (257.000 équivalents temps plein) et La Poste (251.000). Le poids du secteur public dans l'économie n'a cessé de fondre depuis 1985. À l'époque, près de 2 millions de personnes travaillaient dans une entreprise publique. Fin 2015, l'État contrôlait directement 89 entreprises, versus 96 en 2014.

- **56 % de maisons individuelles en France**

Après avoir progressé entre 1999 et 2008, la part de l'habitat en logement individuel recule légèrement en 2016. La surface moyenne des logements dépasse 90 m<sup>2</sup> depuis le début des années 2000, contre 77 m<sup>2</sup> en 1978. Encore 5 % des logements en 2015 ne disposaient pas de chauffage. 58 % des

ménages sont [propriétaires](#) de leur résidence principale. Après avoir beaucoup crû dans les années 1980 et 1990, cette part s'est stabilisée ces dernières années.

- **1,4 million d'entreprises artisanales**

Ce chiffre apparaît en forte progression. En un an, le nombre d'entreprises artisanales a progressé de près de 200.000 unités. L'artisanat a ainsi représenté 28 % des créations annuelles d'entreprises en 2016. La construction, qui représente 40 % des entreprises artisanales et connaît une belle embellie depuis deux ans, est à la source de ce dynamisme de l'artisanat. Plus de la moitié des entreprises artisanales (53 %) sont des entreprises individuelles.

[Anne de Guigné](#)

## LE PARISIEN – 28/02/2018

### 8 Tabac, gaz, Airbnb, Crit’Air... Ce qui change à partir du 1er mars



Selon la Commission de régulation de l'énergie,

« les tarifs réglementés de vente hors taxes d'Engie diminuent en moyenne de 3% par rapport au barème en vigueur » le mois dernier.

**Les fumeurs vont devoir déboursier un euro de plus pour un paquet de cigarettes à partir de jeudi. Les tarifs réglementés du gaz vont en revanche baisser.**

Plusieurs changements importants vont intervenir jeudi 1er mars, comme la forte hausse du prix du paquet de cigarettes ou la baisse du coût de [la vignette Crit’Air](#).

#### **Un paquet de cigarettes à 8 euros**

Jeudi, le prix du paquet de cigarettes va connaître [sa deuxième hausse depuis l'arrivée du gouvernement d'Edouard Philippe](#). Après avoir augmenté [de 30 centimes en moyenne en novembre dernier](#), le prix d'un paquet va bondir de 1 à 1,10 euro en moyenne pour atteindre environ 8 euros. L'objectif du gouvernement est d'atteindre les 10 euros à la fin du quinquennat.

#### **Le tarif réglementé du gaz en baisse**

En raison de la baisse des prix sur le marché de gros, les tarifs réglementés du gaz naturel appliqués par Engie [vont baisser de 3%](#) en moyenne par rapport au barème en vigueur en février. Cette diminution est de 1% pour ceux qui utilisent le gaz pour la cuisson, de 1,8 % pour ceux qui ont un double usage cuisson et eau chaude et de 3% pour les foyers qui se chauffent au gaz.

#### **Les locations Airbnb encadrées à Bordeaux**

[Après Paris](#), Bordeaux est la deuxième ville française à mettre en place une régulation stricte des locations via des sites comme Airbnb. Dès jeudi, les Bordelais souhaitant louer une pièce ou toute leur résidence principale via ces plateformes devront s'enregistrer auprès de la mairie et se conformer à de nouvelles règles.

Après déclaration pour s'acquitter de la taxe de séjour, les particuliers pourront louer jusqu'à 120 jours par an. Au-delà, ils devront déclarer un changement d'usage de leur bien. Pour les locations saisonnières exclusives, le logement entier devra, dès le premier jour de location, changer d'usage pour devenir une entreprise commerciale.

### **Une baisse de 59 centimes pour la vignette Crit'air**

Obligatoire dans des villes comme Paris ou Grenoble, la vignette Crit'Air indiquant le niveau de pollution des véhicules voit son prix baisser : il passe de 3,70 euros à 3,11 euros. Si l'on prend en compte le tarif de l'acheminement par voie postale, la vignette coûtera désormais 3,62 euros contre 4,18 euros. Depuis son entrée en vigueur, la pastille a été délivrée à plus de 9,5 millions d'automobilistes, [selon le ministère de la Transition écologique et solidaire](#).

## **::: ENTREPRISES**

**LE FIGARO – 28/02/2018**

### **9 Édouard Philippe en première ligne face aux agriculteurs**



#### **Au Salon de l'agriculture, le premier ministre a pris le pouls des angoisses agricoles mardi.**

Un Normand ne se balade pas longtemps les mains vides au Salon de l'agriculture. C'est une pomme à la main que le premier ministre a arpenté une partie du Parc des expositions, répétant à l'envi aux badauds massés dans les allées qu'«il faut manger des pommes». Pour que le message imprime, l'ex-maire du Havre l'a aussi écrit à la craie sur une ardoise accrochée à un mur. L'ancien porte-parole d'Alain Juppé à la primaire de droite savourait son slogan, clin d'œil à Jacques Chirac - en arrivant à Matignon, Édouard Philippe avait d'ailleurs fait planter une variété de sa région dans les jardins de la rue de Varenne.

Détendu, le premier ministre s'est livré à un nombre incalculable de selfies avec des enfants, l'obligeant à recroqueviller son 1,94 mètre. Il a dégusté un muscat d'Alsace sur les coups de 10 heures du matin - «On parle, on parle, mais qu'est-ce qu'on boit?», a-t-il lancé. Comparé à [la visite d'Emmanuel Macron, samedi](#), le passage d'Édouard Philippe avait des airs de promenade de santé. Ni manifestants à proximité, ni sifflets - seul un retraité lui a reproché la hausse de la CSG et un visiteur s'est emporté à haute voix contre «celui qui va nous mettre les 80 kilomètres/heure dans les dents».

#### **Wauquiez soigneusement évité**

Pas non plus de rencontre inopinée. Il faut dire que dans le hall numéro 1, celui des grands animaux, la sécurité du premier ministre veillait à ce qu'il ne croise pas le président des Républicains, Laurent

Wauquiez, lui aussi en visite quelques stands plus loin. «On est venu parler d'agriculture, pas faire de la politique», glissait l'un des conseillers d'Édouard Philippe.

La journée a commencé par une ode à l'enseignement agricole. Édouard Philippe a petit-déjeuné avec des lycéens de cette filière, qui ont raconté leur quotidien. «Imaginez que vous soyez en face du premier ministre et du ministre de l'Éducation nationale (présent pendant la rencontre, NDLR), que leur conseilleriez-vous pour qu'on appréhende mieux vos métiers»? Puis, au fil de la matinée, Édouard Philippe a déambulé en prenant le pouls d'un monde agricole angoissé par les baisses de certaines subventions, la renégociation à venir de la PAC sans les Britanniques, [la perspective du traité de libre-échange avec le Mercosur](#).

### «L'excellence française»

Les producteurs de porc lui ont confié leur crainte par rapport à la «montée en gamme» qui leur est demandée, car elle engendre des coûts supplémentaires. La représentante de la filière ovine, Michèle Boudoin, lui a proposé l'instauration d'une «journée de l'agneau dans les cantines scolaires».

Le premier ministre a ensuite ostensiblement bu du lait devant les caméras et assuré que le gouvernement travaillait à «ramener de la valeur chez le producteur». Un éleveur du Gers a protesté contre la sortie de sa commune de [la carte des «zones défavorisées», qui bénéficient d'aides européennes](#). Prudemment, le premier ministre a laissé la parole à son ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, qui a assuré que des «corrections» étaient en cours.

Au bout de trois heures de déambulation, Édouard Philippe a regardé sa montre. «On est à la bourre, on a fait exploser les compteurs», s'est-il amusé, constatant que le programme n'avait pas été respecté. Il s'est alors rendu dare-dare dans l'enclos de la vache «Haute», qui sert d'emblème au salon. Puis, il a filé dans un bureau pour y tourner son traditionnel Facebook live, dans lequel il a salué devant les internautes l'«expérience extraordinaire» de la visite du salon, loué les «258 variétés de fromages» et «l'excellence française». En somme, une journée tranquille, porte de Versailles, pour le premier ministre. Loin [des menaces de grèves des cheminots](#) et des critiques de l'opposition sur ses réformes à marche forcée. Au sommet du pouvoir, les journées se suivent et ne se ressemblent pas.

### [Marcelo Wesfreid](#)

LE FIGARO – 28/02/2018

## **10 Système U prêt à s'associer avec Amazon en France**



**[Le groupe d'indépendants négocie avec l'e-commerçant américain pour devenir son fournisseur attitré de produits alimentaires.](#)**

«La distribution bouge de plus en plus vite.» À l'heure où se multiplient les alliances entre acteurs du monde physique et du Web ([Monoprix avec Ocado et Sarenza](#), Carrefour avec Showroomprivé, Auchan avec Alibaba...), Serge Papin veut aussi jouer sa carte. Celui qui a toujours été un ardent défenseur d'un modèle centré sur le magasin ne fait pas la sourde oreille aux sirènes des poids lourds d'Internet,

Amazon en tête. Le dirigeant, qui quittera au printemps son siège au terme de deux mandats à la tête du cinquième distributeur français, est prêt à faire de Système U le principal allié du géant de Seattle en France.

Si son conseil d'administration l'accepte, le groupement pourrait devenir le fournisseur de produits alimentaires et de grande consommation de [la plateforme Amazon Prime Now](#) (livraison alimentaire express à Paris). Le géant américain de l'e-commerce, qui nourrit de grandes ambitions dans l'alimentaire, ne dispose pour le moment ni de la largeur d'offre ni du positionnement prix attractif nécessaire à une percée significative.

### **Puissance d'achat**

«Les discussions avec Amazon pour devenir leur fournisseur de produits de grande consommation sont en cours. Nous ne sommes pas les seuls et c'est très loin d'être finalisé», précise Serge Papin, qui n'exclut toutefois pas de faire d'un tel accord son dernier fait d'armes à la tête de Système U.

L'enseigne dispose d'une alliance avec Auchan, qui offrirait à l'e-commerçant américain les bénéfices d'une puissance d'achat bien plus forte que celle de Segurel, l'actuel partenaire d'Amazon. Dans un second temps, Système U pourrait être présent sur la place de marché d'Amazon. Cela se traduirait par une présence plus visible de la marque U sur le site, à l'image de ce qu'Amazon a mis en place avec Bio c' Bon, Lavinia et Fauchon sur son offre Prime Now.

Alors que nombre d'enseignes tricolores approchées par le géant américain n'ont pas sauté le pas, Système U semble le plus prêt à franchir le Rubicon. «Il y a trois types d'alliances: celles à l'achat, celles à la vente et celles dans le digital. Alors qu'elles étaient stratégiques, elles sont devenues des alliances d'opportunités. C'est valable pour nous comme toutes les enseignes. Chez Système U, notre terrain de jeu, c'est le magasin, le reste, c'est de l'opportunité.»

### **«Hyper à taille humaine»**

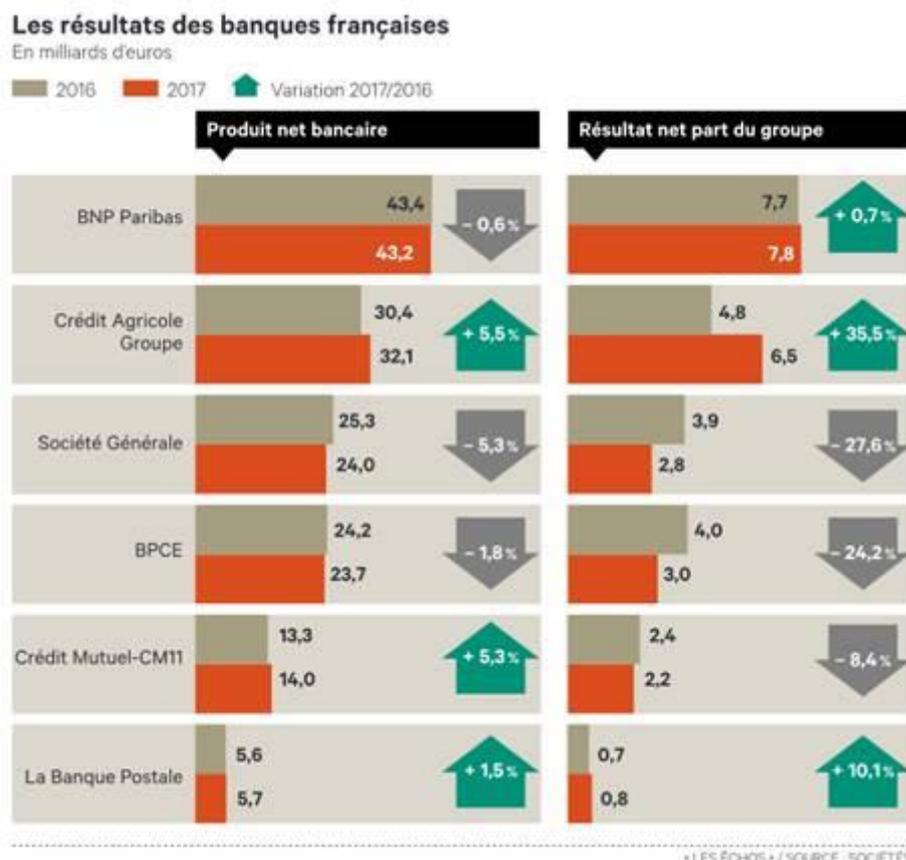
Mi-2016, l'enseigne qui rallie un millier d'associés avait été ébranlée par [l'abandon de son projet de «fusion de fait» avec Auchan](#). Cela a forcé le groupement à repartir de l'avant seul, même s'il a renforcé ses liens à l'achat avec Auchan et Schiever. «Nous avons aussi terminé notre réorganisation interne sur l'informatique et la logistique, ce qui permet d'apporter le même niveau de service et les mêmes coûts pour tous les associés», appuie le dirigeant. Un travail qui commence à porter ses fruits. L'an dernier, l'enseigne a vu ses ventes progresser de 1,4 %, à 19,50 milliards d'euros (hors carburant). Elle a gagné 0,15 % de part de marché, pour atteindre 10,6 %. Un pas vers les 12 % visés dans le cadre de son plan 2022.

Alors que tous les distributeurs réfléchissent à l'évolution du format de l'hyper, Système U compte sur ses fondamentaux. Après les années fastes, son parc d'Hyper et de Super U a connu sa plus faible année de croissance l'an dernier avec solde positif de deux magasins. «Nous avons un savoir-faire sur l'hypermarché à taille humaine que n'ont pas nos concurrents indépendants», argumente le dirigeant, qui compte recruter de nouveaux associés pour faire passer de 65 à 85 le parc d'Hyper U d'ici cinq ans.

Fer de lance de ce plan, les grandes surfaces ne constituent toutefois que moins de 20 % des ventes du groupement, qui compte plus de 760 supermarchés. L'enseigne mise aussi beaucoup sur la proximité (Utile, U Express), dont le parc devrait doubler d'ici à 2022. Côté offre, les efforts engagés sur la marque U seront poursuivis. Alors que les MDD peinent depuis quatre ans, celle-ci a continué à croître de 2,8 % en 2017 (23 % des ventes en valeur). «Système U est réformé et réorganisé. Après le flottement de la fusion avortée avec Auchan, nous sommes en ordre de marche pour atteindre les 25 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici à 2022», conclut Serge Papin.

[Olivia Détroyat](#)

## 11 Les banques françaises commencent à tirer les fruits de la reprise économique



**+ VIDEO - En 2017, les six groupes bancaires français ont dégagé plus de 23 milliards d'euros de bénéfices nets. Les établissements les plus puissants dans l'assurance et la gestion d'actifs ont mieux tiré leur épingle du jeu.**

Miroir de la conjoncture, les banques françaises commencent à percevoir les premiers fruits du [regain de croissance économique dans l'Hexagone](#). En cumul, les six principaux groupes français ont dégagé un total de 23,097 milliards d'euros de bénéfices nets pour 2017 (hors Crédit Mutuel Arkéa qui publie ses résultats le 1<sup>er</sup> mars, NDLR). Ce score apparaît certes inférieur de quelque 400 millions d'euros à celui de l'an passé. Mais il atteste de la belle résilience du secteur, alors que l'univers de taux, toujours très faible, lui est encore défavorable. « *Les résultats 2017 sont correctement solides, sans éclat mais personne n'attendait des merveilles du fait de la courbe des taux* », confirme Romain Burnand, qui dirige la société de gestion Moneta.

### S'arrimer à la reprise

Si les banques françaises ont bien résisté, c'est en premier lieu qu'elles ont réussi à s'arrimer à la reprise. Dans les réseaux, le boom du crédit s'est poursuivi à un rythme effréné tout au long de l'année. « *C'est une année historique sur le plan du crédit, notre production atteint 125 milliards d'euros !* », confirmait François Pérol, lors de la publication des comptes du groupe BPCE qu'il préside.

Tous les établissements ne sont toutefois pas parvenus à transformer cette croissance en bénéfices sonnants et trébuchants du fait de la pression continue sur leurs marges d'intérêt. A ce jeu-là, les banques qui ont fait croître en parallèle leur niveau de commissions et qui profitent d'une diversification ancienne [dans l'assurance](#) s'en sortent mieux : le prêt confirme ainsi son statut de produit d'appel, permettant d'hameçonner le client, avant de l'équiper en produits d'assurance et d'épargne. [Le Crédit](#)

[Mutuel-CIC](#) et le groupe Crédit Agricole ont ainsi vu leur [résultat avant impôts](#) progresser respectivement à 4,3 milliards d'euros et à 10,470 milliards.

### Faible volatilité à la fin 2017

Les groupes bancaires qui ont largement misé sur [le moteur de la gestion d'actifs](#) ont aussi bénéficié de vents favorables dans un contexte où les investisseurs regorgent de liquidités à placer. Chez Natixis - où les métiers de [gestion d'actifs](#) font désormais jeu égal avec ceux de [banque de financement et d'investissement](#) - le bénéfice net est en hausse de 21 % sur un an. Inversement, les banques qui bénéficient d'un moteur puissant dans les activités de marchés ont été pénalisées par la faible volatilité dans la deuxième partie de l'année. La Société Générale a ainsi vu les résultats d'exploitation de sa division « *banque de grande clientèle* » plonger de 6,7 % en 2017. Grâce notamment à des réductions de coûts, BNP Paribas affiche une hausse de son [résultat d'exploitation](#) de 8,6 % dans cette division. Mais la banque de la rue d'Antin n'a pas échappé au ralentissement de fin d'année.

### Espoirs de remontée des taux

En 2018, et sauf accident de parcours, le retour de la [croissance dans la zone euro](#) devrait logiquement profiter à l'ensemble de la classe « France ». Par ailleurs, les espoirs de remontée progressive des [taux d'intérêt](#) et les premiers signes de regain de volatilité sur les marchés laissent poindre de bonnes nouvelles, à la fois dans les activités de détail et dans les banques d'investissement. Mais les gagnants de l'année passée ne seront pas forcément les mieux placés pour profiter de ce contexte. De fait, « *Natixis et le Crédit Agricole sont moins bien positionnés que BNP Paribas ou la Société Générale pour bénéficier d'un regain d'activité sur les marchés* », estime Romain Burnand.

### VIDEO Les clients modestes davantage pénalisés par les frais bancaires //

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/0301351544744-les-banques-francaises-commencent-a-tirer-les-fruits-de-la-reprise-economique-2156926.php>

**Banques : des résultats marqués par les questions fiscales //** <https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/0301353254182-banques-des-resultats-marques-par-les-questions-fiscales-2156972.php>

**Un millésime exceptionnel pour le crédit //** <https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/0301353360727-un-millesime-exceptionnel-pour-le-credit-2157000.php>

**Banques : des restructurations menées tambour battant //** <https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/0301353487912-banques-des-restructurations-menees-tambour-battant-2157007.php>

Sharon Wajsbrot

LE FIGARO – 28/02/2018

## 12 Disney investit deux milliards d'euros pour agrandir Disneyland Paris



## Le parc passera de 27 à 39 hectares avec des univers dédiés à Marvel, La Reine des neiges et Star Wars.

[Le monde galactique de Star Wars](#) volera-t-il la vedette au château de la Belle au bois dormant? Bob Iger, le patron de The Walt Disney Company, était mardi à Paris pour annoncer à Emmanuel Macron son projet: investir 2 milliards d'euros pour agrandir Disneyland Paris en créant trois nouveaux univers dédiés aux héros de Star Wars, Marvel et La Reine des neiges. Depuis l'ouverture du parc à Marne-la-Vallée en 1992, aucun projet d'une telle envergure n'avait été entrepris par The Walt Disney Company. C'est un «vote de confiance dans la France», insiste Bob Iger.

L'investissement, financé à 100 % par The Walt Disney Company, débutera l'an prochain. S'échelonnant jusqu'en 2025, il permettra d'augmenter de façon significative la taille du parc Walt Disney Studios. En plus de nouvelles attractions, un lac sera «le théâtre de nouveaux spectacles et reliera les trois nouvelles zones thématiques du parc», promet Disneyland Paris. La surface totale du parc passera ainsi de 27 hectares, aujourd'hui, à 39 à la fin des travaux d'aménagement. L'objectif est d'augmenter la fréquentation, même si aucun objectif n'est communiqué.

### Lourds investissements

Retiré de la Bourse l'an dernier, Euro Disney a beau avoir [été un cauchemar pour les petits actionnaires](#), la société est un succès commercial. Après 25 ans d'existence, Disneyland Paris revendique [près de 350 millions de visites](#). C'est la première destination touristique d'Europe. Avec ses deux parcs à thèmes, sept hôtels d'une capacité de 5800 chambres, deux centres de convention et un golf, le site génère à lui seul 6,2 % des recettes touristiques de la France. Ses concurrents (Futuroscope, Astérix...) sont loin derrière.

L'extension de Disneyland Paris s'inscrit dans une stratégie plus globale de sa maison mère d'élargir ses parcs existants, en donnant de la place aux licences qui cartonnent. Avant Paris, l'ouverture d'un univers Star Wars se fera en Californie début 2019, et quelques mois plus tard à Orlando, le fief de Disney aux États-Unis.

Pour plaire, faire revenir les visiteurs et en attirer de nouveaux, Disney a toujours lourdement investi dans ses parcs, pour les rénover et créer de nouvelles attractions. En dehors des États-Unis, il en compte quatre autres à l'international: en France, au Japon, à Hongkong et en Chine, où Mickey s'est installé à Shanghai en juin 2016. L'ensemble de ces parcs ont réalisé près de 17 milliards de dollars de chiffre d'affaires lors de l'exercice passé (clos fin septembre). C'est pratiquement le tiers des revenus du géant américain.

L'an dernier, Disneyland Paris a retrouvé des couleurs, après une année 2016 noire. Les entrées sont reparties à la hausse, comme le taux d'occupation des hôtels et la dépense par visiteur ; le prix moyen des entrées a augmenté comme les frais de restauration. Les comptes du parc ont malgré cela été impactés par les dépenses liées aux festivités du 25e anniversaire et des coûts exceptionnels liés au retard d'ouverture de Villages Nature, contrôlé à parité avec Pierre & Vacances.

**Bob Iger, le patron de Disney : «L'investissement dans Disneyland Paris est un vote de confiance dans la France»** // <http://premium.lefigaro.fr/societes/2018/02/27/20005-20180227ARTFIG00313-bob-iger-l-investissement-dans-disneyland-paris-est-un-vote-de-confiance-dans-la-france.php>

[Mathilde Visseyrias](#)

**::: SOCIAL**

LES ECHOS – 28/02/2018

## 13 Macron à l'épreuve de la montée des tensions sociales



**+VIDEO. La réforme de la SNCF, si elle semble bien reçue pour le moment par l'opinion, avive les crispations côté syndical. Une situation qui pourrait contrarier la méthode de l'exécutif, adepte jusqu'ici de réformes menées sur un rythme effréné.**

C'est sans nul doute une étude qui a rassuré Matignon et l'Elysée. Selon un sondage Harris Interactive, une majorité de Français approuvent le fond ( [69 % en faveur d'un abandon du statut de cheminot](#) ) comme la forme (54 % en faveur du [recours](#) aux ordonnances) du projet de l'exécutif sur le ferroviaire français.

Malgré la perspective d'une grève dure à la SNCF, tout se passe comme prévu. Le pari de jouer l'opinion contre les corps intermédiaires - une constante depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Elysée qui lui a permis de passer jusqu'à présent toutes les réformes sans encombres - reste valable, pour l'instant, sur la question du ferroviaire.

### **Couper l'herbe sous le pied de la contestation**

Pour couper l'herbe sous le pied de la contestation syndicale, Emmanuel Macron et Edouard Philippe se sont attelés à faire disparaître les « *chiffons rouges* », comme la privatisation de la SNCF ou la question des petites lignes, dont la fermeture a été écartée. Aller vite et cadrer la réforme par des ordonnances figurent aussi au coeur de la stratégie gouvernementale.

« *Le débat doit se centrer sur les sujets au coeur de l'adaptation du système ferroviaire. Il y a nécessité d'aller vite sur une réforme qui était un engagement présidentiel* », confirme le député LREM Jean-Baptiste Djebbari, pressenti pour être le rapporteur du projet de loi.

La question du [statut du cheminot](#), point de ralliement de tous les syndicats, s'annonce comme le point de cristallisation de l'affrontement. [Risque politique](#), elle symbolise aussi sa volonté de réforme. « *Emmanuel Macron s'attaque à un tabou, celui de la réforme de la SNCF. Les Français pensent que c'est le moment* », estime-t-on à l'Elysée.

### **Risque de contagion**

Reste le risque de l'agrégation du conflit autour de la SNCF avec d'autres contestations, comme les hôpitaux ou la fonction publique, pour ne citer qu'eux. Les cheminots ont prévu de s'associer aux manifestations de fonctionnaires le 22 mars.

S'il semble minime aujourd'hui, ce risque de contagion est réel. D'abord parce que les syndicats sont remontés, comme en témoigne [la charge lancée par Laurent Berger \(CFDT\) contre la méthode Macron](#). Par ailleurs, si elle est favorable aujourd'hui à la réforme, l'opinion peut aussi basculer dans l'autre sens.

Partant de la SNCF, les syndicats ont plusieurs angles d'attaque contre le gouvernement qui peuvent faire mouche auprès de l'opinion : comment expliquer que la réforme de la SNCF est indispensable, alors que l'entreprise affiche des [résultats records](#) ? Pourquoi faire de la fin du statut de cheminot un impératif alors que la situation « *intenable* » de la SNCF et son endettement sont principalement le fruit de décisions de l'Etat ?

Même si on estime que c'est le prix à payer des réformes, la popularité en chute libre du duo de l'exécutif le fragilise. Apprécié aujourd'hui et constituant la pierre angulaire de la politique d'Emmanuel Macron, le rythme effréné des réformes engagées pourrait se retourner contre l'exécutif. « *On serait alors face à un mur, en devant faire face à l'ensemble des revendications* », note un parlementaire de la majorité.

Le terrain a été soigneusement balisé pour éviter cette propagation. L'annonce des arbitrages concernant la formation professionnelle a été différée (elle se fera lundi prochain). L'année 2018 avait été anticipée comme dense. Cela se confirme, d'où la nécessité, autant que possible, d'une maîtrise parfaite de l'agenda. Les députés LREM sont peu nombreux à s'exprimer sur le sujet de la SNCF pour éviter les couacs et braquer opinion et syndicats. Reste pour l'exécutif à [maintenir cet équilibre](#) jusqu'à l'été.

**VIDEO. Réforme de la fonction publique : « Un sujet brûlant », prévient Jean-Claude Mailly de Force ouvrière (8 février 2018) // <https://www.lesechos.fr/politique-societe/gouvernement/0301351655030-macron-a-lepreuve-de-la-montee-des-tensions-sociales-2157004.php>**

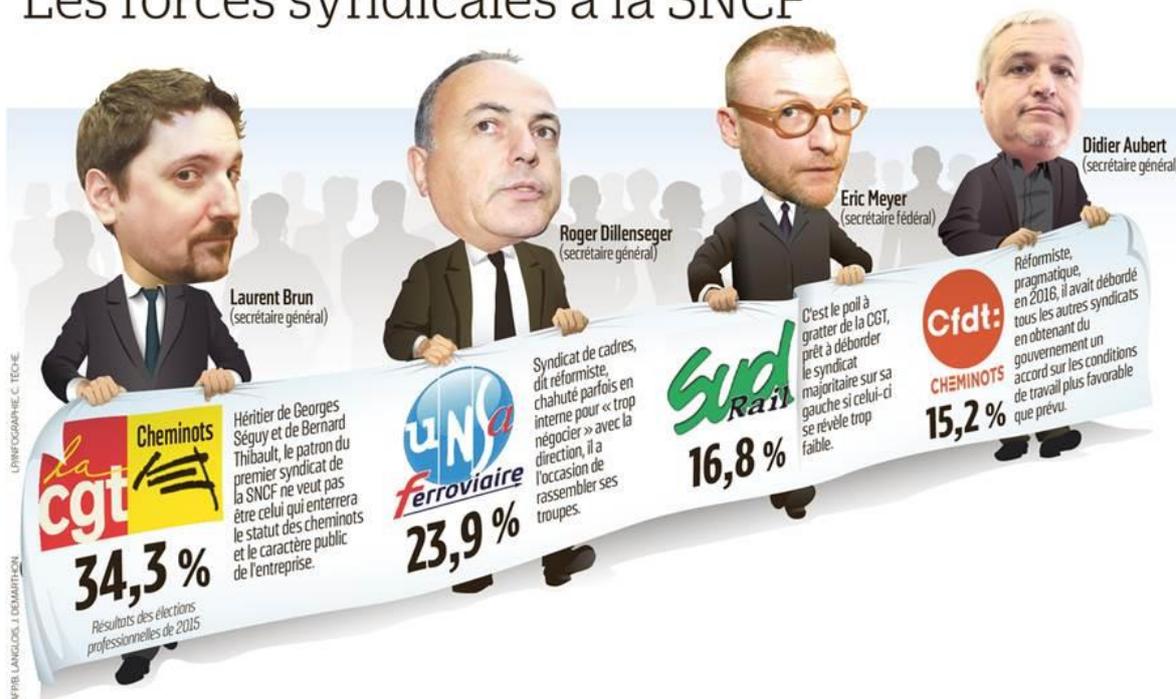
**Le pari gouvernemental de l'isolement cheminot // <https://www.lesechos.fr/economie-france/social/0301351856837-le-pari-gouvernemental-de-lisolement-cheminot-2157020.php>**

Grégoire Poussielgue

LE PARISIEN – 28/02/2018

## 14 Grève à la SNCF : pas avant le 22 mars

### Les forces syndicales à la SNCF



**La CGT a eu gain de cause. La grève des cheminots ne sera pas lancée avant le 22 mars, jour de la mobilisation des fonctionnaires. Un simple répit pour les voyageurs.**

C'est finalement la CGT-Cheminots qui a eu le dernier mot. Alors que les trois autres syndicats majoritaires de la SNCF, Cfdt, Unsa et SUD Rail souhaitaient une réponse forte et rapide au [projet de](#)

[réforme ferroviaire](#) du gouvernement présenté lundi par le Premier ministre, le syndicat majoritaire a imposé son calendrier. En effet, la CGT-Cheminots souhaitait lancer les hostilités avec la [manifestation nationale du 22 mars](#) de la fonction publique. Le calendrier adopté mardi par l'intersyndicale respecte cette échéance. Dès ce mercredi, une alarme sociale sera déposée. Une procédure qui permet aux syndicats de signaler un problème grave à la direction de l'entreprise et d'entamer des discussions. Un préalable avant un éventuel préavis de grève.

### **Les autres syndicats surpris par la position de la CGT**

« La balle est dans le camp du gouvernement, prévient Eric Meyer, secrétaire fédéral SUD Rail. Si le 14 mars, il présente en Conseil des ministres sa loi d'habilitation pour réformer la SNCF par ordonnances, alors [le 15 mars](#), nous prendrons nos responsabilités, prévient Eric Meyer. Nous déposerons un préavis de grève illimitée. » Un timing qui permet mécaniquement déclencher le mouvement après le 22 mars. « Quand le principal syndicat d'une entreprise décide d'une date, c'est compliqué de dire autre chose, confie un responsable syndical qui participait à l'intersyndicale. Surtout sur un sujet aussi important que la défense du statut. On ne peut pas se permettre de partir désuni. Mais l'attitude de la CGT-Cheminots nous a surpris. Habituellement elle fait grève et après elle discute. »

Les partenaires sociaux ont en effet accepté de participer aux concertations organisées par le ministère des Transports. « Nous montrons que nous faisons preuve de responsabilités, justifie Roger Dillenseger, secrétaire général de l'Unsa-Ferroviaire. La grève n'est pas une fin en soi. » Reste que pour éviter le conflit, les organisations syndicales demandent au Premier ministre de renoncer à [légiférer par ordonnances](#), de transformer la SNCF en société anonyme et de s'attaquer au statut. « Le gouvernement s'est focalisé sur le statut mais c'est un faux débat, s'agace Eric Meyer. Si c'était le problème de la SNCF, comment expliquer que la direction annonce plus de [1,3 milliard d'euros de résultat net ?](#) »

### **Rallier l'opinion publique à la cause des syndicats**

Au final, grâce à ce calendrier, les usagers gagnent plus de quinze jours de répit. Deux semaines qui permettront aux syndicats d'essayer de rallier l'opinion publique à leur cause. Selon un sondage Harris Interactive pour RMC et Atlantico publié mardi, près de sept Français sur dix (69 %) sont pour la fin du statut des cheminots. « Cela ne veut rien dire, balaye Eric Meyer. Si on demande aux Français s'ils sont contre le régime particulier des Parlementaires ou de l'abattement fiscal des journalistes, les résultats seraient identiques. »

Autre sujet d'inquiétude pour les syndicats, leur capacité à mobiliser les cheminots. « Même sur un sujet comme la défense du statut, nous ne sommes jamais sûrs de rien, confie un responsable syndical. On n'a pas de boule de cristal, surtout si c'est une grève longue. »

**Vincent Vériér**

## **LES ECHOS – 28/02/2018**

### **15 Menace sur les 1.000 emplois de l'usine Ford de Blanquefort**



## Le constructeur cherche une solution pour maintenir l'emploi sur ce site situé près de Bordeaux après 2019.

Ford ferme le robinet à Bordeaux. Engagé dans une vaste réorganisation mondiale, le constructeur automobile américain a décidé de ne plus investir dans son site de production de boîtes de vitesses de Blanquefort, en Gironde. L'annonce a été faite ce mardi en comité d'entreprise.

La fabrication un temps envisagée d'une nouvelle boîte automatique 8 vitesses qui aurait pu sauver cette usine de près de 1.000 salariés n'est pas « économiquement viable », explique-t-on chez Ford, où l'on recherche désormais un repreneur. « Il y a à Blanquefort des installations et des compétences qui peuvent être exploitées », espère-t-on. L'activité du site est assurée jusqu'en 2019, a néanmoins précisé le constructeur.

Cette nouvelle boîte de vitesses, c'était « le seul produit Ford qui aurait pu être donné à notre usine », déplore l'intersyndicale, qui s'inquiète depuis plusieurs années du devenir des salariés. Pour rappel, l'un des représentants CGT du personnel sur place n'est autre que Philippe Poutou, ancien candidat NPA à l'Élysée.

A Bercy, on s'inquiète forcément du sujet. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire devrait réunir vendredi les parties prenantes pour faire le point et soupeser les différentes solutions. « Le ministre a parlé avec le dirigeant de Ford Europe et obtenu l'assurance d'une activité jusqu'à fin 2019, ce qui laisse un peu de temps pour voir si Ford peut fabriquer une autre pièce ou trouver un repreneur. Il y a un vrai savoir-faire sur place, il s'agit de 1.000 salariés, il faut se battre », explique l'entourage de Bruno Le Maire. De fait, Ford Aquitaine concerne trois fois plus de salariés que [GM & S](#) ou [Ascoval](#).

### En déclin depuis des années

Il y a dix ans, le site avait déjà connu un trou noir. L'usine avait été vendue en 2009 à First, un industriel qui voulait diversifier l'activité. [Mais celui-ci s'était retrouvé en difficulté financière, et Ford avait récupéré son bien deux ans plus tard](#). En 2013, le constructeur avait signé un accord-cadre avec les pouvoirs publics et les syndicats, garantissant 1.000 emplois jusqu'en mai 2018 en échange d'une subvention de 12,5 millions d'euros.

Depuis, Blanquefort tournait, même si les effectifs et la cadence n'étaient pas comparables aux belles heures de cette usine construite dans les années 1970. En ce moment, environ 1.000 boîtes de vitesses et 1.300 carters sortent de la chaîne tous les jours. Orchestrée par [le nouveau boss Jim Hackett](#), la remise à plat complète de l'appareil industriel mondial du constructeur américain pourrait bien marquer la fin de l'ère Ford à Bordeaux.

**Julien Dupont-Calbo et Gabriel Nedelec**

**INTERNATIONAL**

## L'OPINION – 28/02/2018

### **16 Sur la Syrie, la France cherche un «terrain d'entente» avec la Russie**



Jean-Yves Le Drian reçu par Sergey Lavrov en Russie le 27 février 2018.

## Malgré les désaccords sur les armes chimiques, Paris ne veut pas rompre avec Moscou, où Emmanuel Macron doit se rendre en mai prochain

Le ministre français des Affaires étrangères s'est rendu à Moscou, ce mardi 25 février, pour une courte visite au cours de laquelle il s'est entretenu de la crise syrienne avec son homologue russe Sergueï Lavrov. Jean-Yves Le Drian se rendra la semaine prochaine en Iran. Interrogé sur le programme de missiles balistiques de l'Iran, le ministre français a jugé ces « ambitions très préoccupantes ».

La Syrie ? Surtout, ne pas rompre avec la Russie avec laquelle « nous avons un intérêt commun ». Tel est le sens du déplacement que le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a effectué ce mardi 27 février à Moscou. Emmanuel Macron se rendra à son tour en voyage officiel en Russie les 24 et 25 mai prochain.

Dans l'entourage du chef de la diplomatie française, on explique que la rencontre de mardi visait à « entretenir un dialogue permanent » et de « dégager des positions communes, de trouver des terrains d'entente ». Sur la Syrie, mais également d'autres sujets comme le terrorisme, la lutte contre la prolifération nucléaire, les relations bilatérales, avec le « dialogue du Trianon entre les sociétés civiles ».

Aux termes d'une rencontre à Moscou avec le ministre russe Sergueï Lavrov, les résultats sont apparus bien maigres sur le dossier syrien, les deux capitales s'accordant sur « l'objectif commun » d'« éviter que le conflit syrien ne dégénère en conflit régional » et d'« obtenir des acteurs qu'ils acceptent la trêve » humanitaire réclamée par les Nations Unies. Alors que, le 15 mars prochain, la guerre en Syrie entrera dans sa huitième année, la communauté internationale apparaît, une nouvelle fois, totalement incapable de construire une issue politique. Samedi 24 février, le conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité - y compris donc par la Russie - la résolution 2401 demandant une « pause humanitaire » de trente jours sur tout le territoire syrien. Et depuis samedi les combats se poursuivent dans le secteur de Ghouta orientale, une zone d'une centaine de kilomètres carrés tenue par des insurgés essentiellement islamistes dans la périphérie de Damas.

« La Russie a les moyens d'influencer la situation sur le terrain », explique-t-on au Quai d'Orsay. « Elle peut agir », forte du soutien militaire qu'elle accorde au régime. Mais, à Paris, on n'ignore pas que « cela ne veut pas dire que la Syrie fait ce que veut Moscou. Le régime ne veut rien d'entendre, même ce que disent les Russes », constate-t-on dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian. En effet, Bachar joue habilement de la rivalité entre ses deux alliés, la Russie, qui pousse à un accord politique et à une trêve humanitaire et l'Iran, moins disposé au compromis.

**Impasse politique.** Confrontée à cette impasse politique, la France – qui n'a plus guère de leviers pour influencer la situation sur le terrain – en est réduite à faire de « la question humanitaire » une « énorme priorité », permettant, par exemple, « l'évacuation des personnes blessées en situation critique ». Paris espère toujours relancer « une dynamique politique enlisée » aussi bien à Genève (avec les Nations Unies) qu'à Sotchi sous l'égide de la Russie. Dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian, on assure que « la partie russe » manifeste « de l'intérêt et de la disponibilité » aux propositions occidentales...

Toutefois, un « désaccord majeur » demeure avec la Russie sur la question des armes chimiques. « Mais cela ne nous empêche pas de discuter », reconnaît-on au Quai d'Orsay. Alors que le président Macron considère - comme Barack Obama en son temps - que l'utilisation d'armes chimiques par le régime constitue une ligne rouge dont le franchissement entraînerait une réaction militaire française, l'entourage du ministre estime que « l'utilisation avérée comme arme de guerre à des doses létales n'existe pas. Il n'y a pas de certitudes établies ». Des témoignages en provenance de la Ghouta font état d'utilisation de chlore, mais à des doses qui ne seraient pas « létales » selon Paris. La France espère convaincre la Russie de recréer un « mécanisme de contrôle » de l'usage des armes chimiques, celui mis en place en 2013, par la Russie et les Etats-Unis étant aujourd'hui « en miettes ».

Pendant ces discussions à Moscou, les combats se poursuivaient dans la Ghouta orientale, où environ 300 000 personnes sont assiégées. Les forces du régime semblent avoir entamé leur progression à partir de l'Est, dans le secteur le moins urbanisé. Il se rejoue-là le même scénario que fin 2016 à Alep. Reste à savoir si la Russie parviendra, comme elle l'avait fait dans la grande ville du Nord, à obtenir une

évacuation négociée des derniers rebelles. Ou si la ligne dure – celle de Bachar et des Iraniens – l'emporte.

**Jean-Dominique Merchet**

**LE MONDE – 28/02/2018**

## **17 Elections italiennes : les trois coalitions en lice font campagne mais évitent l'affrontement**



**Gauche, droite et Mouvement 5 étoiles ont d'abord cherché à mobiliser leur électorat, plutôt que convaincre les partisans de l'autre bord.**

Samedi 24 février, à une semaine des législatives, c'était le temps des grands discours et des rassemblements solennels. Chacun avait décidé de jouer à domicile. Le Parti démocrate (PD) était rassemble dans les rues de Rome, à l'appel de la puissante Association nationale des partisans, pour protester contre les violences néofascistes. Les leaders de la droite, eux, avaient choisi Milan pour le meeting commun censé couronner leur campagne législative. Las, ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord : le chef de file de la Ligue du Nord, Matteo Salvini, a harangué seul les foules depuis le parvis de la cathédrale, tandis que Silvio Berlusconi s'est exprimé le lendemain, depuis le théâtre Manzoni. Quant à Luigi Di Maio, figure de proue du Mouvement 5 étoiles (M5S), c'est depuis Bari (Pouilles) qu'il a cherché à mobiliser les électeurs du Sud.

**Le retard du centre gauche**

Le déroulement de ce dernier week-end avant les législatives du 4 mars apparaît comme un parfait résumé des deux mois de joutes électorales qui viennent de s'écouler, au cours desquels les trois coalitions en lice ont semblé mener trois campagnes parallèles, chacune cherchant plus à mobiliser « sa » clientèle qu'à convaincre les partisans de l'autre bord. Pas de débat contradictoire à la télévision, aucun affrontement direct entre les chefs de file des différentes formations... Gauche, droite et M5S semblent s'éviter soigneusement.

L'actuel secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Sandro Gozi, ne disait pas autre chose lorsqu'il confiait, il y a quelques jours, pour expliquer le retard du PD, crédité de 23 % des voix (27 % avec ses alliés) : « *La droite a fait le plein de ses électeurs, et nous pas encore. Nous devons parler à notre électorat, les mobiliser.* »

Cap, donc, sur les terres traditionnelles de la gauche, entre Toscane, Ombrie et Emilie-Romagne, là où le Parti communiste italien faisait, du temps de sa splendeur, des scores soviétiques. Ces dernières semaines, on a vu le secrétaire général du PD, Matteo Renzi, se faire relativement discret au niveau national, pour mieux arpenter les terres de sa Toscane natale. A Sienne, le parti a présenté le ministre des finances Pier Carlo Padoan, artisan du complexe sauvetage de la plus vieille banque du monde, Monte dei Paschi di Siena, fin 2016. En revanche, le ministre ne s'est pas déplacé au côté de Matteo Renzi pour les rencontres organisées à Arezzo, siège de Banca Etruria, dont la liquidation, en 2015, avait beaucoup fait pour éroder le capital politique du PD.

Bien sûr, l'ancien premier ministre attaque ses adversaires, mais il réserve ses coups les plus rudes à son concurrent à gauche, le mouvement Libres et égaux (LEU), accusé de faire le jeu de la droite en ôtant au PD tout espoir de rivaliser dans la course aux sièges désignés au scrutin majoritaire. Les membres de LEU ne manquent pas, d'ailleurs, de lui rendre la politesse, et semblent faire plus campagne contre le PD – et contre Matteo Renzi – que contre la droite ou le M5S.

Le mouvement protestataire, crédité de 28 % à 30 % d'intentions de vote, n'a pas ces problèmes. Il a l'avantage, sur la droite et le centre gauche, de la cohésion. Son programme, centré sur la fin de l'austérité et la mise en place d'un « revenu de citoyenneté », est connu, de même que la personne du dirigeant appelé, en cas de victoire, à prendre les commandes : le très jeune Luigi Di Maio, 31 ans, qui incarne désormais une formation dont Beppe Grillo s'est mis en retrait. Le secret des succès de ce mouvement atypique, créé il y a moins de dix ans, est de s'adresser, via les réseaux sociaux, dont il a été le premier à savoir utiliser les potentialités, à des électeurs délaissés par les partis traditionnels, qui, s'ils ne votaient pas pour le M5S, se réfugieraient sans doute dans l'abstention.

C'est vers eux, et vers les régions les plus délaissées du pays (le Sud et les îles), historiquement acquises à une démocratie chrétienne fortement teintée de clientélisme, que le mouvement dirige le plus gros de ses efforts. C'est là qu'il a, d'ailleurs, le plus de chances de s'imposer. Dans un grand meeting tenu le 19 février à Cagliari (Sardaigne), le candidat du M5S avait commencé son discours par ces mots : « *Chaque jour, nous sommes attaqués par des partis qui ont volé l'avenir de ma génération, de la précédente et de la prochaine. Vous devez décider maintenant si vous voulez mettre le pays dans les mains de ceux qui l'ont détruit, ou le confier à vous-mêmes* ».

### **Alliance très instable**

Cette attaque est dirigée contre l'ensemble des partis traditionnels, mais surtout contre un homme, Silvio Berlusconi, âgé de cinquante ans de plus que lui, qui a remis sur pied la coalition (Forza Italia-Ligue du Nord-postfascistes) qui a valu à la droite tous ses succès des vingt dernières années, et semble en mesure de l'emporter une nouvelle fois, avec 35 % à 38 % d'intentions de vote.

Le problème pour lui est que la montée en puissance de la Ligue, anti-immigrés et anti-UE, rend cette alliance très instable, en même temps qu'elle en déplace très à droite le centre de gravité. Son dirigeant, Matteo Salvini, qui fait campagne depuis des mois dans tout le pays, est la force montante de l'attelage. Au Nord, son parti est même devenu la force dominante de la droite, et même si la Ligue progresse partout, de la Toscane à la Sicile, c'est en Lombardie et en Vénétie qu'elle conserve le gros de ses électeurs.

Confronté à la menace interne de Matteo Salvini, qui conteste chaque jour un peu plus son leadership, Silvio Berlusconi, physiquement très affaibli, aura limité au strict minimum les apparitions publiques. Il aura en revanche consacré toutes ses forces à se rendre omniprésent sur les écrans, convaincu que la télévision reste, dans un pays désuni, éclaté et vieillissant, le seul moyen de parler, en même temps, à tous les Italiens.

Par [Jérôme Gautheret](#)

LE FIGARO – 28/02/2018

## **18 Grèce : Tsipras forcé de remanier son gouvernement**



**Un couple de ministres a été contraint à la démission, leur départ entraînant à son tour une refonte de l'équipe gouvernementale.**

Le remaniement ministériel n'est plus qu'une question d'heures. Les scénarios se succèdent alors que le premier ministre, [Alexis Tsipras](#), dont le gouvernement a explosé en plein vol, ne décolère pas. L'affaire, il est vrai, est embarrassante pour un homme de gauche.

Tout commence lundi soir, avec le limogeage, après des indiscretions dans la presse, de Rania Antonopoulou, ministre adjointe au Travail, à la Sécurité sociale et à la Solidarité sociale. Cette ancienne professeure et chercheuse à l'Institut Levy, aux États-Unis, qui déclare un portefeuille de près de 3 millions de dollars, un revenu de plus de 450.000 dollars et plusieurs propriétés, notamment dans la banlieue proche d'Athènes, touche en plus, depuis deux ans, une aide au logement. Elle a reconnu avoir perçu 23.000 euros d'indemnités pour financer la location d'un appartement du quartier huppé de Kolonaki, dans le centre de la capitale. Éclaboussé par ce scandale, son mari, Dimitri Papadimitriou, ministre de l'Économie, n'attend pas très longtemps pour présenter sa démission, ce qui ne laisse aucun autre choix à Alexis Tsipras que de procéder à un remaniement.

### **Légal mais pas éthique**

Dans les faits, cette indemnité n'a rien d'illégal. La Vouli, le Parlement grec, a, au moment de l'adoption du troisième plan de rigueur, à l'été 2015, voté une loi qui permet aux ministres de subventionner leur logement dans le centre d'Athènes, pour être proches de leur lieu de travail. Mais, comme le souligne Yannis Prétendéris, analyste politique et éditorialiste au quotidien *Ta Nea*, ce qui est légal n'est pas forcément éthique. «Ce décalage entre une population qui a perdu un quart de son revenu d'un côté, et de l'autre le couple le plus riche du gouvernement qui perçoit une aide, est choquant.»

Cette affaire va-t-elle affaiblir Alexis Tsipras? Difficile à dire. L'opinion publique n'a découvert l'identité du ministre de l'Économie qu'au moment de sa démission. Rares sont ceux qui connaissent son visage, ou savent qu'il fait partie de ceux qui ont œuvré pour une sortie progressive de la Grèce de la zone euro, alors qu'il enseignait l'économie au Bard College de New York. Sa mission stratégique était d'attirer les investissements étrangers en Grèce mais elle était surtout menée par le premier ministre en personne. «Cette affaire peut donc renforcer Alexis Tsipras, qui affiche aujourd'hui [un bilan économique positif](#)», assène-t-on au Palais Maximou (le Matignon grec). Seul bémol, elle intervient dans une conjoncture

difficile, «au moment où [l'affaire Novartis explose](#)», avance Yannis Prétendéris. Une dizaine d'importants politiques, dont deux anciens premiers ministres, tous de partis d'opposition, sont soupçonnés d'avoir perçu des pots-de-vin pour promouvoir les produits du laboratoire suisse et maintenir élevé le prix des médicaments. Après un vote houleux à la Vouli pour diligenter une commission d'enquête, Geoffrey Pyatt, l'ambassadeur des États-Unis à Athènes, a révélé hier que «l'enquête du FBI ne concerne pas des politiques grecs». Si c'est confirmé, cela signifie que les accusations du gouvernement s'effondreront, et ce sera un nouveau coup dur pour Alexis Tsipras dont la presse estime qu'il devra provoquer des élections législatives anticipées d'ici à la fin de l'année.

Alexia Kefalas

LES ECHOS – 28/02/2018

## **19 Le nouveau patron de la Fed évoque le risque de « surchauffe » de l'économie américaine**



**+ VIDEO. Nommé par Trump fin 2017, Jerome Powell a fait ce mardi un tableau très optimiste de l'économie américaine. Les marchés anticipent une accélération du rythme de hausse des taux.**

« *Surchauffe* », le mot est lâché. Dans sa toute première intervention devant les élus du Congrès en tant que président de la Fed, [Jerome Powell, nommé par Trump](#) en fin d'année dernière, a évoqué explicitement mardi ce risque qui préoccupe les marchés depuis plusieurs semaines.

« *Pour juger de l'évolution de la politique monétaire au cours des prochaines années, le comité veillera à la fois à éviter une surchauffe de l'économie et à porter durablement l'inflation à 2 %* », [a-t-il affirmé](#) .

### **En pleine forme**

S'exprimant à trois semaines de la prochaine réunion du comité de politique monétaire qui devrait acter une nouvelle hausse des taux, « Jay » Powell a [décrit un pays en pleine forme](#) . « *L'économie américaine a crû à un rythme solide au cours du second semestre 2017 et depuis le début de l'année* ». Le taux de chômage est tombé à 4,1 %, soit « *son niveau le plus bas depuis décembre 2000* » et si la participation au marché du travail reste basse, c'est le fait « *de la génération du baby-boom qui part à la retraite* ».

Les salaires « *commencent à redémarrer* », tout comme l'inflation, en deçà des attentes de la Fed, mais qui devrait être dopée par la politique économique de la nouvelle administration. « *Nous anticipons que l'inflation sur 12 mois progressera et se stabilisera autour de l'objectif de 2 % de la Fed à moyen terme* ». Dans ce contexte, en effet, « *certains freins sont devenus des moteurs : la politique budgétaire et fiscale est devenue plus favorable et la demande pour les exportations américaines s'est renforcée* », a-t-il précisé.

### **Relèvement des taux en mars**

Quoique prudents et dans la droite ligne des interventions de Janet Yellen, les propos de Jerome Powell ont suffi à relancer les craintes d'un durcissement de la politique monétaire, redouté par les investisseurs. Les marchés [s'interrogent en effet depuis quelques semaines sur l'hypothèse d'une banque centrale plus agressive cette année](#), compte tenu des signaux envoyés par l'économie américaine - une inflation qui remonte, des salaires qui progressent. Le comité de politique monétaire prévoit pour l'instant de relever les taux trois fois en 2018, mais pourrait revoir ce calendrier pour contenir le risque de surchauffe. Les économistes de Goldman Sachs ou de JP Morgan l'ont d'ailleurs explicitement appelé à accélérer le rythme de la normalisation.

« Nous allons analyser les développements intervenus depuis la réunion de décembre et allons actualiser nos anticipations lors de la réunion du mois de mars », a répondu Jerome Powell à un élu, laissant la porte ouverte à une accélération. « Sa vision sur l'évolution de l'inflation et de la croissance suggère que les risques penchent désormais davantage du côté d'une politique monétaire plus agressive », a noté James Knightley, chez ING. La réunion des 20 et 21 mars prochains devrait en tout cas acter un nouveau relèvement des taux directeurs, qui évoluent actuellement entre 1,25 % et 1,50 %.

**Vidéo - Fed : Yellen lègue une économie en pleine forme //** <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/0301352543851-le-nouveau-patron-de-la-fed-evoque-le-risque-de-surchauffe-de-leconomie-americaine-2156944.php>

**Elsa Conesa**

Vous souhaitant une bonne journée.

Bien cordialement,

**Elena NATALITCH**

Chargée de Communication

251, bd Pereire - 75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

Fax : 01 40 55 12 40

[elena.natalitch@medef-idf.fr](mailto:elena.natalitch@medef-idf.fr)

[www.medef-idf.fr](http://www.medef-idf.fr)

<https://www.facebook.com/medef.idf>



Mouvement des Entreprises de France  
**MEDEF Ile-de-France**

